

Séance ordinaire du jeudi 18 juillet 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabi YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Rémi ASSIE ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE, Séverine SCUDIER, Patrick VIGNAL

Montpellier Méditerranée Métropole / Ville de Montpellier Convention de création d'un service commun de Pôle des Systèmes d'Information et du Numérique

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les lois n° 2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales.

Depuis 2016, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier se sont engagées dans une démarche de convergence de leurs administrations, notamment marquée par la mutualisation de nombreux services communs créés dans une logique de construction d'un schéma de mutualisation.

C'est dans ce cadre global que s'inscrit la démarche de mutualisation des directions gérant les systèmes d'informations à la Ville et à la Métropole. La nécessité de mutualiser les moyens s'est vue renforcée par un contexte fortement évolutif en termes d'usages numériques, de volonté d'amélioration de qualité du service au public, de simplification, d'innovation mais aussi d'optimisation des moyens d'intervention.

Afin de répondre à ces évolutions et de proposer une offre cohérente de services, le choix a été fait d'intégrer la démarche de mutualisation dans la définition d'un Schéma Directeur des Systèmes d'Information (SDSI)

permettant aux directions informatiques, mais aussi aux élus et à la direction générale, de disposer des éléments pour définir les choix structurants stratégiques et opérationnels permettant d'orienter les systèmes d'information pour répondre aux enjeux présents et futurs.

Afin de porter le projet de mutualisation et d'évolution de l'organisation et poursuivre, en concertation avec l'ensemble des acteurs concernés, l'objectif visant à concilier les exigences de fonctionnement optimales pour atteindre la cible fixée, ainsi que les attentes du personnel, il est aujourd'hui proposé de créer un service commun de direction de pôle informatique et numérique mutualisé.

Ce service commun sera mis en place au plus tôt à partir du 1^{er} août 2019 et concernera le seul poste de responsable de pôle informatique et numérique. Les modalités de cette mutualisation seront consignées dans une convention de service commun.

Le service commun sera géré par la Métropole et en fonction de la mission réalisée, sera placé sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Il est convenu que les dépenses mutualisées dans le cadre de cette convention, qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront remboursées par la Ville de Montpellier à la Métropole selon une clé de répartition des dépenses entre collectivités à hauteur de 50 % chacune.

Les avis des Comités Techniques de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole ont été sollicités sur la convention de service commun et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation, les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la création du service commun du Pôle des Systèmes d'Information et du Numérique (PSIN);
- de dire que les crédits correspondants sont prévus au budget, chapitre budgétaire 930-020-00 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier ou son représentant à signer la convention et tout document relatif à cette affaire ;

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 26 juillet 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 juillet 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet de convention de service commun

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20190718-92450-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 29/07/19
Réception en Préfecture : 29/07/19

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.